



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/1/Add.1/Rev.2
12 juin 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À
COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX
RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE
JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS D'ORGANISATION

Ordre du jour provisoire annoté révisé

INTRODUCTION

1. Le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la Convention sur la diversité biologique (le Comité intergouvernemental) a été constitué par la Convention des Parties à la Convention, au paragraphe 7 de la décision X/1.
2. Au paragraphe 8 de cette même décision, la Conférence des Parties a décidé « que le Comité intergouvernemental se chargera, avec le soutien du Secrétaire exécutif, des préparatifs de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, après quoi il cessera d'exister, compte tenu des dispositions budgétaires prises par la Conférence des Parties; »
3. Au paragraphe 12 de la décision, la conférence des Parties a approuvé le plan de travail du Comité intergouvernemental, joint à l'annexe II à la décision X/1, qui met de l'avant les questions dont le Comité intergouvernemental sera saisi à ses première et deuxième réunions.
4. La première réunion du Comité intergouvernemental s'est déroulée à Montréal, du 5 au 10 juin 2011. La deuxième réunion du Comité intergouvernemental aura lieu à New Delhi, du 9 au 13 avril 2012, grâce à l'offre généreuse du gouvernement de l'Inde.
5. Le Comité intergouvernemental se penchera sur les questions suivantes à sa deuxième réunion, conformément à son plan de travail joint à l'annexe II à la décision X /1 :

* UNEP/CBD/ICPN/2/1/Rev.1

- a) Développement d'un budget de programme pour la période biennale suivant l'entrée en vigueur du Protocole;
- b) Élaboration de l'orientation concernant le mécanisme financier (article 25);
- c) Élaboration de l'orientation concernant la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole;
- d) Examen du règlement intérieur de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (article 26, paragraphe 5);
- e) Élaboration de l'ordre du jour provisoire de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (article 26, paragraphe 6);
- f) Nécessité et modalités d'un mécanisme mondial multilatéral d'accès et de partage des avantages (article 10);
- g) Suite de l'examen des questions abordées à la première réunion du Comité intergouvernemental, si nécessaire.

6. À la lumière des résultats de la première réunion du Comité intergouvernemental, présentés dans le rapport de la réunion (UNEP/CBD/ICNP/1/8), la deuxième réunion poursuivra l'étude des questions suivantes abordées à sa première réunion :

- a) Les modalités du fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris les comptes rendus de ses activités (article 14, paragraphe 4);
- b) Les mesures propres à fournir une assistance pour le renforcement des capacités, le développement de capacités et le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires parmi eux, et les Parties à économie en transition, en tenant compte des besoins recensés par les Parties intéressées à l'application du Protocole (article 22);
- c) Les mesures propres à hausser le niveau de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes, et aux questions d'accès et de partage des avantages qui y sont associées (article 21);
- d) Les procédures de coopération et mécanismes institutionnels pour promouvoir la conformité au Protocole et traiter les cas de non-conformité, notamment les procédures et les dispositions visant à offrir des conseils et de l'assistance, s'il y a lieu (article 30).

7. Les Parties à la Convention, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes ont été invités, dans la notification (2011-142) envoyée le 1^{er} août 2011, après la première réunion du Comité intergouvernemental, et suivie d'un rappel (2011-206) le 1^{er} novembre 2012, à acheminer leurs points de vue et autres informations dans le cadre des préparatifs pour la deuxième réunion du Comité intergouvernemental. Ces propositions ont été publiées telles qu'elles ont été reçues par le Secrétariat, sur le site <http://www.cbd.int/icnp2/submissions/>. Les points de vue exprimés et les informations reçues ont été pris en compte dans la préparation des documents pour la réunion. Il importe de préciser que les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes ont été informés, au moyen de notifications distinctes, des questions entourant le renforcement des capacités et les procédures et dispositions relatives à la conformité, comme expliquées respectivement ci-dessous aux points 4.2 et 4.4.

8. La liste des documents de la réunion est jointe à l'annexe I aux présentes. Les documents sont publiés sur le site Web du Secrétariat : <http://www.cbd.int/doc/?meeting=ICNP-02>.

9. La réunion se déroulera au Centre des congrès Vigyan Bhawan. L'inscription des participants aura lieu sur place, de 8 h à 18 h, du samedi 30 juin 2012 jusqu'au vendredi 6 juillet 2012.

10. Toute l'information supplémentaire d'intérêt pour les participants, notamment en ce qui concerne l'inscription, les renseignements sur le voyage, les visas exigés, l'hébergement et autres, est publiée dans une note d'information sur le site <http://www.cbd.int/doc/?meeting=ICNP-02>.

POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

11. La réunion sera ouverte par les coprésidents du Comité intergouvernemental. Le Secrétaire exécutif prononcera l'allocution liminaire.

POINT 2. QUESTIONS D'ORGANISATION

2.1. Bureau

12. La réunion sera présidée par M. Fernando Casas (Colombie) et Mme Janet Lowe (Nouvelle-Zélande), coprésidents du Comité intergouvernemental.

13. Conformément au règlement 21 du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention (qui s'applique *mutadis mutandis* aux réunions du Comité intergouvernemental en vertu du paragraphe 5 du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties), un des membres du Bureau du Comité intergouvernemental sera désigné aux fonctions de rapporteur.

2.2. Adoption de l'ordre du jour

14. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter adopter son ordre du jour à partir de l'ordre du jour provisoire (UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1) préparé par le Secrétariat en consultation avec le Bureau, conformément au plan de travail du Comité intergouvernemental adopté par la Conférence des Parties dans la décision X/1 et à la lumière de l'issue de la première réunion du Comité intergouvernemental.

2.3. Organisation des travaux

15. Il est proposé que le Comité intergouvernemental mène ses travaux en plénière, étant entendu que des groupes de contact pourront être formés, au besoin, afin de débattre de certains points de l'ordre du jour, selon les progrès accomplis et afin d'utiliser le temps disponible de la manière la plus efficace possible. Un horaire indicatif qui tient compte de ces précisions est joint à l'annexe II ci-dessous.

16. Un service d'interprétation sera offert dans les six langues officielles des Nations Unies pour les sessions de plénière de la réunion.

POINT 3. QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL AUX FINS D'EXAMEN À SA DEUXIÈME RÉUNION (DÉCISION X/1, ANNEXE II)

17. Le Comité intergouvernemental débattira des questions suivantes au cours de sa deuxième réunion, conformément à son plan de travail contenu à l'annexe II à la décision X/1 :

3.1. Développement d'un budget de programme pour la période biennale suivant l'entrée en vigueur du Protocole

18. Le paragraphe 3 de l'article 28 précise que pour autant qu'ils soient distincts, les coûts des services de secrétariat afférents au présent Protocole seront pris en charge par les Parties au Protocole. Il est ajouté que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole prendra, à sa première réunion, les dispositions financières nécessaires à cet effet. Le Secrétaire a préparé un projet de budget de programme pour la période biennale suivant l'entrée en vigueur du Protocole (UNEP/CBD/ICNP/2/2), qui précise les coûts des services de secrétariat afférents au Protocole, afin d'aider aux débats du Comité intergouvernemental sur ce point.

19. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner le budget de programme proposé et présenter aux Parties au Protocole, à leur première réunion, ses recommandations sur les dispositions budgétaires nécessaires pour assurer les services de secrétariat au Protocole et mettre en œuvre le programme de travail sur l'accès et le partage des avantages.

3.2. Élaboration de l'orientation concernant le mécanisme financier

20. Sous ce point, le Comité intergouvernemental devrait élaborer des recommandations relatives à l'orientation donnée au mécanisme financier pour l'application du Protocole, en tenant compte du besoin de ressources financières des pays en développement, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement parmi eux, et les Parties à économie en transition, de même que des besoins et des priorités des communautés autochtones et locales, dont les femmes de ces communautés, en matière de création de ressources et de priorités.

21. Le Comité intergouvernemental profite d'une note préparée par le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/ICNP/2/3) pour débattre de la question. Le Comité intergouvernemental est invité à examiner deux séries de recommandations. La première série de recommandations est proposée aux fins d'examen à la première Réunion des Parties à la Convention siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole et la deuxième série est proposée aux fins d'examen à la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention dans le but de fournir une orientation en temps opportun au Fonds pour l'environnement mondial sur les questions liées au Protocole de Nagoya.

22. De plus, les rapports des réunions du Conseil du FEM sur le fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya ont été réunis dans un document informatif (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/8).

3.3. Élaboration de l'orientation concernant la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole

23. Le Comité intergouvernemental sera invité à débattre de l'élaboration d'une orientation pour la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole, afin de préparer l'examen de la question par les Parties au Protocole à leur première réunion. Le Comité intergouvernemental profitera d'une note préparée par le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/ICNP/2/4) pour débattre de la question.

24. Le Comité intergouvernemental est invité à se pencher sur la question et à présenter des recommandations à la première réunion des Parties au Protocole.

3.4. Examen du règlement intérieur de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (article 26, paragraphe 5)

25. Le Comité intergouvernemental est invité à débattre de la nécessité de mettre au point le règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention pour ce qui a trait au Protocole, conformément au paragraphe 5 de l'article 26, et à présenter les recommandations pertinentes

aux fins d'examen par les Parties au Protocole à leur première réunion. Le Comité intergouvernemental profitera d'une note préparée par Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/ICNP/2/5) pour débattre de la question.

3.5. *Élaboration de l'ordre du jour provisoire de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (article 26, paragraphe 6)*

26. Le Comité intergouvernemental est invité à examiner l'ordre du jour provisoire de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties (UNEP/CBD/ICNP/2/6) sous ce point de l'ordre du jour.

3.6. *Nécessité et modalités d'un mécanisme mondial multilatéral d'accès et de partage des avantages (article 10)*

27. Le Comité intergouvernemental est invité à examiner la nécessité et les modalités d'un mécanisme multilatéral mondial d'accès et de partage des avantages sous ce point de l'ordre du jour afin de présenter les recommandations pertinentes à la première réunion des Parties au Protocole dans son examen de la question. Les Parties à la Convention, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes ont été invités, dans la notification 2011-142 envoyée le 1^{er} août 2011, suivie du rappel 2011-206 daté du 1^{er} novembre 2012, à acheminer leurs points de vue au Secrétaire exécutif.

28. Le Secrétaire exécutif a préparé une synthèse des propositions, comprenant les questions proposées aux fins d'examen (UNEP/CBD/ICNP/2/7). Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter consulter ce document dans le cadre de l'examen de la question.

POINT 4. SUITE DE L'EXAMEN DES QUESTIONS ABORDÉES À LA PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL

29. Le Comité intergouvernemental a débattu des questions suivantes lors de sa première réunion, conformément au plan de travail du Comité intergouvernemental présenté à l'annexe II de la décision X/1. Les recommandations afférentes à ces points adoptées par le Comité intergouvernemental sont présentées dans l'annexe au rapport de cette réunion (UNEP/CBD/ICNP/1/8).

4.1. *Modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages*

30. Le Comité intergouvernemental recommande, aux paragraphes 1 et 2 de la recommandation 1/1, que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages soit mis en place par étapes et que la première étape soit une phase pilote, et demande au Secrétaire exécutif de mettre en œuvre la phase pilote conformément à l'orientation adoptée à l'annexe aux recommandations, aussitôt que possible après la première réunion du Comité intergouvernemental, et selon la disponibilité des ressources.

31. De plus, les alinéas 4 a), b) et c) de cette même recommandation invitent le Secrétaire exécutif à :

a) Faire rapport à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental sur l'état d'avancement de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris sur les coûts d'exploitation et l'entretien de la phase pilote;

b) Élaborer un projet de modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, aux fins d'examen par le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion;

c) Étudier les occasions de collaboration au développement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages avec les partenaires et autres fournisseurs de données.

32. Le Secrétaire exécutif a préparé deux documents comme suite à ce qui précède, afin d'aider le Comité intergouvernemental à débattre de la question :

a) Rapport sur les progrès accomplis et les prochaines étapes de la mise en place de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, comprenant une section sur les occasions de collaboration avec les partenaires et autres fournisseurs de données (UNEP/CBD/ICNP/2/8); et

b) Projet de modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (UNEP/CBD/ICNP/2/9).

33. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner le rapport sur les progrès, comprenant les prochaines étapes de la mise en place de la phase pilote et le projet de modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Le projet de modalités de fonctionnement présenté dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/8 sera mis au point lorsque des progrès supplémentaires auront été réalisés dans la mise en œuvre de la phase pilote, aux fins d'examen et d'adoption par les Parties au Protocole à leur première réunion, conformément avec le paragraphe 4 de l'article 14 du Protocole.

4.2. Mesures propres à fournir une assistance pour le renforcement des capacités, le développement des capacités et le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles des pays en développement et des Parties à économie en transition

34. Au paragraphe 1 de la recommandation 1/2, le Comité intergouvernemental recommande l'élaboration d'un cadre stratégique pour le renforcement des capacités et la création de capacités au titre du Protocole de Nagoya, à partir des besoins et des priorités des pays recensés par les Parties, y compris ceux recensés par les communautés autochtones et locales et les éléments proposés figurant à l'annexe de la recommandation, conformément à l'article 22 du Protocole.

35. Au paragraphe 2 de la même recommandation, le Comité intergouvernemental invite les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales ainsi que les parties prenantes concernées à communiquer au Secrétaire exécutif des points de vue et des informations sur les besoins et les priorités de leur pays ainsi que sur les éléments proposés du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités au titre du Protocole de Nagoya.

36. En réponse à la demande formulée au paragraphe 3, le Secrétaire exécutif a préparé des questionnaires, en consultation avec les Parties, afin de faciliter la proposition des points de vue et des informations. Les projets de questionnaires distincts portant sur les besoins et les priorités du pays, ainsi que sur les éléments proposés du cadre stratégique, ont d'abord été distribués aux Parties par le biais de la notification 2011-143 datée du 1^{er} août 2011, dans laquelle les destinataires sont invités à communiquer leurs commentaires avant le 15 septembre 2011. Les questionnaires ont ensuite été révisés afin de tenir compte des commentaires reçus et distribués dans la notification 2011-193 datée du 6 octobre 2011, qui invite les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes à les remplir et les retourner au Secrétariat avant le 15 novembre 2011.

37. Le Secrétaire exécutif est en voie de préparer une synthèse des points de vue et des informations reçus sur les besoins et les priorités nationaux et sur les éléments proposés du cadre stratégique de création et de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya

(UNEP/CBD/ICPN/2/10) en réponse à la demande à cet effet formulée par le Comité intergouvernemental au paragraphe 4 de la même recommandation. La synthèse donne les grandes lignes de certaines questions à examiner et propose des recommandations afin d'aider le Comité intergouvernemental dans ses débats sur la question.

38. Le Secrétaire exécutif a également préparé le document informatif UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7, qui présente des résultats détaillés tirés des questionnaires ayant servi de base pour préparer la synthèse.

39. Les conclusions du troisième atelier de renforcement des capacités, qui aura lieu du 30 juin au 1^{er} juillet à New Delhi, Inde, seront aussi mises à disposition afin de débattre de la question (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/9).

40. L'information proposée par le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale du commerce concernant leurs activités de renforcement des capacités est publiée respectivement dans les documents informatifs UNEP/CBD/ICNP/2/INF/3 et UNEP/CBD/ICNP/2/INF/4.

41. Le document préparé sur le présent sujet pour la première réunion du Comité intergouvernemental (UNEP/CBD/ICNP/1/4) est également disponible, afin de fournir des renseignements de base sur les approches en matière de création et de renforcement des capacités que préconisent les autres accords multilatéraux sur l'environnement.

4.3. Mesures propres à hausser le niveau de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes

42. Par suite aux paragraphes 1 et 2 de la recommandation 1/3, le Secrétaire exécutif a invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes, par le biais de la notification 2011-142 datée du 1^{er} août 2011, suivie d'un rappel 2011-206 daté du 1^{er} novembre 2011, à :

a) Soumettre au Secrétaire exécutif des points de vue sur les éléments proposés d'une stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya jointe en annexe à la recommandation;

b) Communiquer au Secrétaire exécutif des informations sur les activités de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées à ces ressources et sur les questions d'accès et de partage des avantages apparentées, dont les enseignements tirés des expériences précédentes dans ce domaine.

43. Le Secrétaire exécutif a préparé une synthèse de l'information fournie sur les activités de sensibilisation (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/6). Une proposition du Forum suisse sur la diversité biologique de l'Académie des sciences de la Suisse (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/5) et un Survol des expériences et des initiatives en matière de sensibilisation à l'accès et au partage des avantages et des différents accords multilatéraux sur l'environnement, préparé pour la première réunion du Comité, sont également disponibles (UNEP/CBD/ICNP/1/INF/2).

44. Par suite à la demande à cet effet formulée au paragraphe 3 de la recommandation 1/3, le Secrétaire exécutif a entrepris la préparation d'une version révisée du projet de stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya (UNEP/CBD/ICNP/2/11), en tenant compte des points de vue exprimés lors de la première réunion du Comité intergouvernemental, ainsi que des propositions reçues sur la question, afin d'aider le Comité intergouvernemental dans son examen de la question.

45. Le Comité intergouvernemental devrait acheminer les éléments du projet de stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya à la première réunion des Parties aux fins d'examen, en appui à la mise en œuvre de l'article 21 du Protocole de Nagoya sur la sensibilisation.

4.4. *Procédure de coopération et mécanismes institutionnels pour promouvoir la conformité au Protocole et traiter les cas de non-conformité*

46. Conformément au paragraphe 1 de la décision 1/4, les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes ont été invités, dans la notification 2011-135 datée du 22 juillet 2011, à communiquer au Secrétaire exécutif, avant le 1^{er} septembre 2011, leurs points de vue sur des éléments et des options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-conformité en vertu de l'article 30 du Protocole, en tenant compte de l'expérience acquise et des enseignements tirés des autres accords multilatéraux sur l'environnement pertinents.

47. Conformément aux paragraphes 2 et 3 de la même recommandation, le Secrétaire exécutif a préparé un rapport de synthèse et développé des projets d'éléments possibles et des options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-conformité, en tenant compte des points de vue exprimés, dans le cadre des préparatifs pour la réunion d'experts.

48. La réunion d'experts a eu lieu à Montréal, du 28 février au 1^{er} mars 2012, grâce au généreux soutien financier de la Commission européenne et du gouvernement de la Suisse, afin d'examiner le rapport de synthèse et de mettre au point les projets d'éléments et les options qui seront développés par le Secrétaire exécutif à partir des points de vue reçus.

49. Le Comité intergouvernemental sera saisi du rapport de la réunion d'experts (UNEP/CBD/ICNP/2/12) aux fins d'examen. Le document préparé pour la réunion d'experts (UNEP/CBD/ABS/EM-COMP/2) a été mis à la disposition du Comité intergouvernemental à titre informatif.

50. Il importe de se rappeler que les Parties au Protocole examineront et approuveront les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect au Protocole de Montréal et traiter des cas de non-conformité à leur première réunion, conformément à l'article 30 du Protocole.

POINT 5. QUESTIONS DIVERSES

51. Les participants pourraient souhaiter soulever toute autre question liée au sujet de la réunion à ce point de l'ordre du jour.

POINT 6. ADOPTION DU RAPPORT

52. Le Comité intergouvernemental sera invité à adopter son rapport à partir du projet de rapport présenté par le rapporteur.

POINT 7. CLÔTURE DE LA RÉUNION

53. La réunion sera close à 18 h, le vendredi 6 juillet 2012.

Annexe I

**DOCUMENTS PRÉPARÉS POUR LA DEUXIÈME RÉUNION DU COMITÉ
INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES**

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1	Ordre du jour provisoire révisé
UNEP/CBD/ICNP/2/1/Add.1/Rev.2	Ordre du jour provisoire annoté révisé
UNEP/CBD/ICNP/2/2	Projet de budget de programme pour la période biennale suivant l'entrée en vigueur du Protocole – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/3	Élaboration de l'orientation concernant le mécanisme financier – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/4	Élaboration de l'orientation concernant la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/5	Examen du règlement intérieur de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (article 26, paragraphe 5) – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/6	Élaboration de l'ordre du jour provisoire de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (article 26, paragraphe 6) – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/7	Synthèse des opinions concernant la nécessité et les modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages (article 10) – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/8	Rapport sur les progrès accomplis et les prochaines étapes dans la mise en place de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/9	Projet de modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/10	Synthèse des points de vue et de l'information sur les besoins et les priorités nationales, et sur les éléments proposés du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages – Note du Secrétaire exécutif.

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/ICNP/2/11	Mesures propres à sensibiliser à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages – Note du Secrétaire exécutif
UNEP/CBD/ICNP/2/12	Rapport de la réunion d'experts sur les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels pour promouvoir le respect des dispositions du Protocole et traiter les cas de non-conformité.
https://www.cbd.int/icnp2/submissions/	Propositions remises par les Parties, les autres gouvernements, les organisations institutionnelles, les communautés autochtones et locales et autres parties prenantes compétentes dans le cadre des préparatifs pour la première réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/1	Résultats du deuxième atelier de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/2	Rapport de la première réunion de réflexion sur le mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages proposé par l'Institut Fridtjof Nansen
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/3	Renforcement des capacités et développement : Proposition du Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/4	Proposition du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce sur la création et le renforcement des capacités
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/5	Information sur la sensibilisation : Proposition de l'Académie des sciences de la Suisse
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/6	Synthèse de l'information sur les activités de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et sur les questions connexes relatives à l'accès et au partage des avantages
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7	Détails supplémentaires sur les points de vue et l'information sur les besoins et priorités nationaux et sur les éléments proposés du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités en appui à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/8	Rapports des réunions du Conseil du FEM sur le fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/ICNP/2/INF/9	Conclusions du troisième atelier de renforcement des capacités sur l'accès et le partage des avantages
<i>Document déjà publiés d'intérêt pour la réunion</i>	
UNEP/CBD/ABS/EM-COMP/2	Synthèse des points de vue et projet d'éléments et d'options possibles pour les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir la conformité au Protocole et à traiter des cas de non-conformité en vertu du paragraphe 30 du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages.
UNEP/CBD/ICNP/1/4	Mesures propres à faciliter le renforcement des capacités, la création de capacités et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans les pays en développement et les Parties à économie en transition
UNEP/CBD/ICNP/1/INF/2	Survol des expériences et des initiatives de sensibilisation à l'accès et au partage des avantages dans le contexte de différents accords multilatéraux sur l'environnement

Annexe II

**ORGANISATION DES TRAVAUX PROPOSÉE POUR LA DEUXIÈME RÉUNION DU
COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR
LE PROTOCOLE DE NAGOYA**

	<i>Plénière</i>
<p><i>Le lundi 2 juillet 2012</i></p> <p>10 h à 13 h</p>	<p>Point 1. Ouverture de la réunion.</p> <p>Item 2. Questions d'organisation:</p> <p>2.1. Bureau;</p> <p>2.2. Adoption de l'ordre du jour;</p> <p>2.3. Organisation des travaux.</p> <p>Point 3. Questions soumises au Comité intergouvernemental aux fins d'examen à sa deuxième réunion :</p> <p>3.1. Développement d'un budget de programme pour la période biennale suivant l'entrée en vigueur du Protocole.</p> <p>3.2. Élaboration de l'orientation concernant le mécanisme financier.</p> <p>3.3. Élaboration de l'orientation concernant la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole.</p> <p>3.4. Examen du règlement intérieur de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.</p>
<p>15 h à 18 h</p>	
<p><i>Le mardi 3 juillet 2012</i></p> <p>10 h à 13 h</p>	<p>3.5. Élaboration de l'ordre du jour provisoire de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.</p> <p>3.6. Nécessité et modalités d'un mécanisme mondial multilatéral d'accès et de partage des avantages.</p>
<p>15 h à 18 h</p>	<p>Point 4. Suite de l'examen des questions abordées à la première réunion du Comité intergouvernemental:</p> <p>4.1. Modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages ;</p>
<p><i>Le mercredi 4 juillet 2012</i></p> <p>10 h à 13 h</p>	<p>4.2. Mesures propres à fournir une assistance pour le renforcement des capacités, le développement des capacités et le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles des pays en développement et des Parties à économie en transition;</p> <p>4.3. Mesures propres à hausser le niveau de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes;</p> <p>4.4. Mesures de coopération et mécanismes institutionnels pour promouvoir la conformité au Protocole et traiter les cas de non-</p>
<p>15 h à 18 h</p>	

	<i>Plénière</i>
	conformité.
<i>Le jeudi 5 juillet 2012</i> 10 à 13 h 15 h à 18 h	Points 3 et 4. Questions en instance.
<i>Le vendredi 6 juillet 2012</i> 10 h à 13 h 15 h à 18 h	Point 5. Questions diverses. Point 6. Adoption du rapport. Point 7. Clôture de la réunion.
